


**Département de l'Isère**  
**Direction de la performance et de la modernisation du service au public**

**Compte-rendu de la réunion plénière de la CLI auprès du site  
de Creys-Malville**

<b>Date de la réunion</b>	2 mai 2023		
<b>Lieu de la réunion</b>	CIP EDF Creys-Malville		
<b>Rédacteur du compte-rendu</b>	Sébastien DOUCET (DNUC)	<b>Date de diffusion du compte-rendu</b>	04/11/2023

<b>Participant</b>	<b>Fonction / collègue</b>
M. Olivier BONNARD	Maire de Creys-Mépieu / conseiller départemental du canton de Morestel (remplacé par M. Ludovic CHENEVAL) / élus
M. Nicolas CORNILLON	Chef de mission Sûreté Sécurité Qualité Environnement (EDF) / partenaires
M. Sébastien DOUCET	Ingénieur sûreté en support du secrétariat de la CLI / Prestataire
M. Pascal DOUVILLEZ	Syndicat FO site de Creys / organisations syndicales
M. Fabrice DUFOUR	Adjoint au chef de division (ASN) / partenaires
M. Yves FRANCOIS	Représentant de la Chambre de l'Agriculture de l'Isère / Experts
M. Claude GABELLE	Représentant de SFEN Alpes / associations
Mme Anne GERIN	Conseil départemental de l'Isère, Présidente de la CLI / élus
M. Didier GLATIGNY	CRIIRAD (remplacé par M. Jean VALENTIN) / associations
M. Ulrich JACQUEMARD	Inspecteur ASN / partenaires
Mme Nour KHATER	Cheffe de division ASN de Lyon
Mme Frédérique LUZET	Maire de Saint Victor de Morestel (remplacée) / élus
M. Emmanuel MARTIN	Département de l'Isère - Service APOR, secrétaire de la CLI
Mme Marie-Claire PERRIN	Déléguée syndicale FO (représentée par M. Laurent BOMPARD) / organisations syndicales
M. Mathieu PONNET	Directeur du site EDF de Creys-Malville / partenaires
Mme Ariane PONT	Département de l'Isère - Cheffe du Service APOR, secrétaire de la CLI
Mme Annie POURTIER	Conseillère départementale du canton de Morestel / élus
M. Laurent ROSETTE	Président de l'association ARSEC / associations
Mme Bégonia SANCHEZ	Présidente du conseil interdépartemental de l'Ordre des Infirmiers de l'Ain et de l'Isère (remplacée par Didier COUPIN) / expert
M. Jean-Félix SOULA	Responsable communication Centrale de Creys-Malville (EDF) / partenaires

Créé le 2 mai 2023	Créé par DNUC	Version 1.0
Direction de la performance et la modernisation du service au public	CR plénière publique CLI du site de Creys-Malville 2 mai 2023	Page 1 sur 15

**Département de l'Isère**  
**Direction de la performance et de la modernisation du service au public**

**Excusés :**

- M. Aymeric BOGEY (ARS – directeur de la départementale de l'Isère),
- Mme Caroline GADOU (sous-préfète de la Tour du Pin),
- M. Gérard PERROTIN (institut des risques majeurs),
- M. Jean-François SAUVAGE (SFEN),
- Mme Viviane VAUDRAY (Conseillère départementale du canton de Lagnieu).

**A l'ordre du jour**

- 1.** Accueil et introduction de la Présidente de la CLI
- 2.** Validation du compte-rendu de la réunion plénière de la CLI du 8 novembre 2022
- 3.** Actualités du site 2022 et perspectives 2023
- 4.** Conclusion des inspections 2022
- 5.** Point sur les formations disponibles pour les élus de la CLI
- 6.** Point sur les travaux de l'ANCCLI sur CIGEO

**GLOSSAIRE**

ANCCLI : Association Nationale des Comités et Commissions Locales d'Information  
ANDRA : Agence Nationale pour la gestion des Déchets RADIOactifs (*il s'agit de l'organisme qui gère les déchets radioactifs en France*)  
APEC : Atelier Pour l'Entreposage du Combustible  
ARS : Agence Régionale de Santé  
ASN : Autorité de Sûreté Nucléaire  
BCC : Bouchon Couvercle Cœur  
CEA : Commissariat à l'Energie Atomique et aux énergies alternatives  
CENTRACO : CEntre Nucléaire de TRAITement et de Conditionnement (*site Cyclife – EDF*)  
CIGEO : Centre Industriel de stockage GEOlogique (*site ANDRA*)  
CIP : Centre d'Information du Public  
CIRES : Centre Industriel de Regroupement, d'Entreposage et de Stockage (*site ANDRA*)  
CLI : Commission Locale d'Information  
CNPE : Centre Nucléaire de Production d'Électricité  
CRIIRAD : Commission de Recherche et d'Information Indépendantes sur la RADioactivité  
CSA : Centre de Stockage de l'Aube (*site ANDRA*)  
DAC : Décret d'Autorisation de Création  
DP2D : Direction des Projets Déconstruction et déchets  
EDF : Electricité De France  
ESS : Événement Significatif de Sûreté  
FA-MA : Faible Activité-Moyenne Activité (*déchets*)  
FO : Force Ouvrière (*organisation syndicale*)  
GBT : Grand Bouchon Tournant  
GV : Générateur de Vapeur  
ICEDA : Installation de Conditionnement et d'Entreposage des Déchets Activés (*site EDF Bugey*)  
IDT : Installation de Découplage et de Transit des déchets  
INB : Installation Nucléaire de Base  
INES : International Nuclear Event Scale (*échelle internationale de classement des événements significatifs*)  
IRMA : Institut des Risques MAjeurs  
IRSN : Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire  
PCS : Plan Communal de Sauvegarde  
PPI : Plan Particulier d'Intervention  
PTC : Poste de Transfert Combustible

Créé le 2 mai 2023	Créé par DNUC	Version 1.0
Direction de la performance et la modernisation du service au public	CR plénière publique CLI du site de Creys-Malville 2 mai 2023	Page 2 sur 15

**Département de l'Isère**  
**Direction de la performance et de la modernisation du service au public**

RAS : Système élémentaire : Auxiliaire Sodium circuit primaire  
REP : Réacteur à Eau Pressurisée  
SCOT : Structure de Confinement Tournante  
SNA : Système élémentaire : dépotage stockage et distribution sodium  
STEP : Station de Traitement des Eaux domestiques  
SFEN : Société Française pour l'Energie Nucléaire  
TFA : Très Faible Activité (*déchets*)  
TSN : Transparence et Sécurité Nucléaire  
UNGG : (réacteurs) Uranium Naturel Graphite Gaz

## COMPTE-RENDU

### ACCUEIL ET INTRODUCTION DE LA PRÉSIDENTE DE LA CLI

Mme Anne GERIN (*Présidente de la CLI*) salue et remercie tous les élus d'être présents à cette réunion plénière de la CLI de Creys-Malville. Ces temps de CLI sont des temps d'échanges importants à la fois avec les exploitants et les différents experts pour avoir une vision complète et globale de l'activité qui aujourd'hui concerne le site de Creys-Malville. Elle procède au rappel des points de l'ordre du jour et rappelle que le département de l'Isère a la particularité d'avoir 3 commissions locales d'information. À travers ces 3 CLI, il est proposé un peu de mutualisation de dispositifs, notamment avec la CLI de Saint-Alban qui dispose de sessions de formation pour ses membres et cette année, ces sessions de formation vont être étendues aux 2 autres CLI. Le secrétariat communiquera les modules disponibles et répondra aux éventuelles questions.

### VALIDATION DU COMPTE-RENDU DE LA CLI DU 8 NOVEMBRE 2022

En l'absence de remarque, le compte-rendu de la réunion du 8 novembre 2022 est approuvé à l'unanimité des présents et représentés.

### ACTUALITÉS DU SITE 2022 ET PERSPECTIVES 2023

M. PONNET, EDF (*Directeur du site*) salue, remercie et souhaite la bienvenue à tous pour cette réunion plénière de la CLI.

Avant de parler du site de Creys-Malville, il va faire un rapide bilan de la déconstruction en France côté EDF. Il se présente comme étant directeur du site, et est accompagné de Monsieur Jean-Félix SOULA, chargé de communication et de Monsieur Pascal ROSSAT-MIGNOD, directeur technique qui aidera à répondre à des questions qui relèvent de la partie travaux, et Monsieur Nicolas CORNILLON, responsable sûreté, sécurité, qualité et environnement qui pourra également répondre aux questions qui relèvent de ces thèmes. Pour sa présentation, Monsieur PONNET s'aidera du PowerPoint joint.

La DP2D (Cf. page 2) :

En France, il y a actuellement 9 réacteurs en démantèlement, et bientôt 2 de plus, puisque les réacteurs de Fessenheim sont à l'arrêt.

Les points jaunes sur la carte en page 2 illustrent les anciens réacteurs UNGG (*Uranium Naturel Graphite Gaz*). Brennilis est un réacteur à eau lourde, Chooz A est le premier réacteur à eau pressurisée, dont le démantèlement est bientôt terminé, et Creys-Malville, actuellement en démantèlement, est un réacteur à neutrons rapides.

La DP2D compte aujourd'hui 1 000 personnes pour travailler à la déconstruction. Il y a 3 usines de traitement des déchets : en France, en Angleterre et en Suède. L'usine située en France est celle anciennement appelée CENTRACO qui traite des déchets par incinération ou fusion.

Créé le 2 mai 2023	Créé par DNUC	Version 1.0
Direction de la performance et la modernisation du service au public	CR plénière publique CLI du site de Creys-Malville 2 mai 2023	Page 3 sur 15

**Département de l'Isère**  
**Direction de la performance et de la modernisation du service au public**

Les 2 INB de Creys-Malville (Cf. page 3) :

Le site de Creys-Malville a 2 particularités : celle d'abord d'être un site isolé, c'est-à-dire de ne pas être adossé à un CNPE, comme c'est le cas de Brennilis et bientôt de Fessenheim, et celle d'avoir 2 INB : l'INB 91 ou Superphénix (*en cours de démantèlement*) et l'INB 141 ou APEC qui est en cours d'exploitation. Les activités de ces 2 INB sont donc différentes dans leur approche.

Superphénix en quelques informations (Cf. page 4) :

Plus de 300 salariés travaillent au quotidien sur Superphénix, dont 90 sont des salariés EDF et 220 sont des prestataires. Ces personnes effectuent majoritairement des travaux d'exploitation au sens large, c'est-à-dire du gardiennage, de la maintenance des installations, de l'accueil ou sur les services support. Le coût de fonctionnement du site est d'environ 38 M€ par an.

L'autre particularité de Superphénix, est que ce dernier est le plus gros réacteur en démantèlement au monde. Pour donner une idée de sa taille, le réacteur est 6 fois plus gros qu'un réacteur à eau pressurisée. En effet, il mesure 24 mètres de diamètre dans un bâtiment réacteur de 85 mètres de haut.

Superphénix hier et aujourd'hui (Cf. page 5) :

M. PONNET présente un schéma très simplifié qui illustre le réacteur en 1997 et aujourd'hui.

Il est possible de voir à la fois le circuit primaire avec les échangeurs et les pompes qui étaient en cuve (*le tout baignait dans le sodium*), puis le circuit secondaire qui circulait dans les échangeurs sous le générateur de vapeur avec un échange sodium / eau qui enfin alimentait le turboalternateur pour produire de l'électricité.

Aujourd'hui, en 2023, tout le sodium a été vidangé, le réacteur a été mis en eau, tous les composants ont été extraits, les échangeurs ainsi que les pompes ont été traités. En 2019, la cuve a été ouverte et le circuit secondaire a été démantelé. L'exploitant s'attaque depuis quelques années aux bâtiments des générateurs de vapeur et il vient de terminer le retrait des calorifuges des 4 locaux des générateurs de vapeur. Le projet avance conformément au planning. Ils vont s'atteler à la dernière partie, c'est-à-dire aux parties internes de la cuve du réacteur (*les internes*).

Les grandes étapes de la déconstruction de Superphénix (Cf. page 6) :

Le démantèlement a commencé en 1999 avec l'élimination de toute la partie dite « conventionnelle » (*salle des machines...*). Le démantèlement du circuit nucléaire a quant à lui commencé en 2006, lorsque l'exploitant a eu le décret d'autorisation de démantèlement. Le sodium a été traité, les gros composants ont été démantelés, la cuve a été carbonatée et aujourd'hui, il s'agit de découper les internes de la cuve et bientôt la cuve en elle-même. Les travaux de démantèlement des équipements électromécaniques se poursuivront jusqu'en 2025. Les travaux s'achèveront vers 2032-2033.

Bilan 2022 (Cf. page 8) :

En 2019, le BCC (*Bouchon Couvercle Cœur*) a été extrait et aujourd'hui, il est toujours en découpe. La découpe a été robotisée (*téléopérée*) de janvier à mi-avril 2022, la découpe s'est ensuite faite manuellement tout le restant de l'année (*NDLR : le débit de dose au contact étant plus faible pour les éléments restants et permettant donc de le faire manuellement*).

Le GBT (*Grand Bouchon Tournant*) a été découpé en 3 parties et extrait de cuve en juillet 2022. La machine SCOT (*Structure de Confinement Tournante*) a été montée : les aménagements et les essais sont en cours de finalisation. L'atelier pour le décalorifugeage du GBT a été également aménagé et enfin, les essais de l'atelier de découpe des internes (*en téléopéré*) sont en cours.

Les 3 réservoirs RAS ont été vidangés de leur sodium et découpés. Le local est aujourd'hui totalement vide. Les opérations de démantèlement des réservoirs SNA sont en préparation. Leur configuration est très proche de celle des réservoirs RAS. Pour terminer, le désamiantage de tous les GV est donc terminé.

Chantier sur les internes de la cuve (Cf. page 9) :

M. PONNET présente un schéma et précise que les opérations se passent sur le bas du réacteur, dans le bâtiment réacteur. Plusieurs équipements ont été construits :

- Un atelier spécifique pour décalorifuger le GBT,

Créé le 2 mai 2023	Créé par DNUC	Version 1.0
Direction de la performance et la modernisation du service au public	CR plénière publique CLI du site de Creys-Malville 2 mai 2023	Page 4 sur 15

**Département de l'Isère**  
**Direction de la performance et de la modernisation du service au public**

- Un chariot de transfert qui permettra de manutentionner les internes de la cuve qui sont très fortement irradiants,
- Ce chariot sera introduit dans l'atelier de traitement du terme source,
- Pour entreprendre le démantèlement des internes de cuve dans la cuve, la machine SCOT a également été construite.

Chantier D4 : extraction du Grand Bouchon Tournant (Cf. page 10) :

L'été dernier, en 2022, l'exploitant a extrait le GBT qui obturait la cuve et l'a découpé en 3 morceaux. M. PONNET décrit via le document les lieux de dépôt des 3 éléments. Le premier morceau pèse 100 tonnes et les 2 autres 220 tonnes. Ce bouchon avait été construit sur place, il n'était donc pas possible de l'extraire en une seule fois, d'où la découpe in situ.

Chantier D4 : Mise en place de SCOT (Cf. page 11) :

La Structure de Confinement Tournant (SCOT) est un petit immeuble de 3 étages qui mesure 12 mètres de diamètre et 12 mètres de hauteur. Elle va être posée dans / sur la cuve afin d'en assurer le confinement et permettra d'embarquer tous les outils qui permettront de découper les internes en fond de cuve. Elle comprend à l'intérieur une salle de surveillance et un atelier de conditionnement des déchets. Cela permettra d'aller découper, d'extraire les plaques et les aciers, de les conditionner et de les évacuer. La SCOT est aujourd'hui montée sur la cuve, elle est en phase d'essais.

Chantier D4 : extraction des bobineaux (Cf. page 12) :

Les photos montrent ce qu'il y a dans la SCOT. Il y a eu des opérations réalisées sur les traversées de la dalle du réacteur, car il y avait potentiellement de l'accumulation de sodium dans sa partie basse. L'exploitant a donc fait intervenir un robot qui a fait la découpe des tuyauteries dans cette partie, certaines d'entre elles sont tombées tel que prévu dans le fond de cuve et avec la mise en place de la SCOT, il a été possible d'aller les chercher pour les conditionner et les évacuer.

Chantier D4 : atelier de découpe du terme source (Cf. page 13) :

Ce sera dans ce local qui sera fermé (zone radiologique rouge) que l'exploitant réalisera la découpe des internes et le conditionnement des déchets. Pour ce faire, les opérations seront réalisées à distance avec des robots qui vont découper les internes de cuve lorsqu'ils seront dans leur chariot de transfert. Un autre robot permettra de prendre les pièces, de les caractériser et de les mettre dans le bon emballage pour que ces déchets puissent être évacués.

Chantier D2 : Traitement du Bouchon Couvercle de Cœur (BCC) (Cf. page 14) :

En début 2022, l'exploitant a finalisé les coupes de la partie basse du BCC, cela s'est produit dans l'atelier qui a été construit spécifiquement pour ces opérations. La partie basse est relativement activée ce qui ne permet pas d'aller découper au contact de la matière. Pour cette raison, un robot a été utilisé pour découper les pièces et les conditionner. Une fois que le débit de dose a été acceptable, il a été possible de faire de la découpe au contact avec une lance thermique (*outil assez puissant*). Ces travaux sont toujours en cours, ils se termineront fin 2023.

Fin de la découpe des 3 Réservoirs Auxiliaires Sodium (Cf. page 15) :

La première opération a consisté à évacuer le résiduel de sodium encore présent dans le dernier réservoir. Pour rappel, ces réservoirs mesurent 17 mètres de haut et pèsent 80 tonnes chacun. Des techniques innovantes de démantèlement ont été développées, afin de procéder au démantèlement de bas en haut. L'exploitant utilise un système de vérinage qui vient sous le réservoir, les opérateurs sont en partie basse du local et peuvent faire leur découpe à hauteur d'homme et entreprendre le conditionnement des déchets. Comme l'opération fut la même pour les 3 réservoirs, le procédé a été optimisé pour les 2 derniers réservoirs, car au lieu de 7 mois pour le premier réservoir, le 2<sup>ème</sup> chantier aura duré 4 mois et le 3<sup>ème</sup> chantier 3 mois. Aujourd'hui, le local est totalement vidé des équipements. Ce chantier aura été exemplaire en termes de sécurité, aucun événement particulier n'ayant été relevé.

Créé le 2 mai 2023	Créé par DNUC	Version 1.0
Direction de la performance et la modernisation du service au public	CR plénière publique CLI du site de Creys-Malville 2 mai 2023	Page 5 sur 15

**Département de l'Isère**  
**Direction de la performance et de la modernisation du service au public**

Défibrage des GV (Cf. page 16) :

Deux entreprises sont intervenues en parallèle (*Kaefer Wanner et Cardem*), chacune dans 2 bâtiments GV. Ils ont pu désamianter tous les équipements qui se trouvaient dans les locaux GV, c'est-à-dire à la fois les générateurs de vapeur eux-mêmes, mais aussi toutes les tuyauteries et réservoirs.

Bilan de productivité / évacuation des déchets en 2022 (Cf. page 17) :

Chaque année, M. PONNET procède à l'évaluation de l'année précédente et, en 2022, l'exploitant a produit 229 tonnes de déchets, dont la majorité sont des déchets TFA (75 %). Creys-Malville utilise la filière CENTRACO Cyclife France pour faire incinérer ces déchets. 242 tonnes de déchets ont été évacuées en 2022, dont la grosse majorité était du TFA. Concernant les déchets conventionnels, ce sont 480 tonnes qui ont été produits en 2022, 483 tonnes ont été évacuées et valorisées à 70 %. Il s'agit pour beaucoup de déchets conventionnels venant de l'opération de défibrage / désamiantage des GV.

Des déchets un peu plus complexes à traiter pour évacuation sont entreposés sur le site et l'exploitant a une politique d'évacuation de ces déchets avec des objectifs annuels à atteindre. L'objectif de 2022 était de traiter 78 objets et d'en évacuer 60. EDF est allée au-delà de cet objectif puisque 111 déchets ont été traités et 93 ont été évacués. Il s'agit d'objets monoblocs (*poches de boue, filtres de ventilation, copeaux métalliques, etc.*).

L'Installation de Découplage et de Transit des déchets (IDT) (Cf. page 18) :

M. PONNET souhaite dire un mot sur les filières, car la question revient souvent :

- Déchets de type TFA (*métalliques ou gravats*) : ils sont conditionnés dans des caisses métalliques ou des big-bags et partent à l'ANDRA, au CIRES,
- Déchets incinérables (*déchets plastiques ou métalliques*) : ils sont envoyés soit à la fusion sur le site de Cyclife à l'usine de Marcoule, soit envoyés à l'incinération en four toujours sur le même site,
- Lorsque l'activité est un peu plus forte, ce sont des déchets FA-MA : les déchets métalliques sont alors conditionnés dans des caissons étanches de 5 m<sup>3</sup>, ils partent à l'ANDRA et sont stockés au CSA (*Centre de Stockage de l'Aube (site ANDRA)*),
- Quand les déchets ne sont pas de type FA-MA, ils sont envoyés à ICEDA à Bugey dans des conteneurs (*emballages de transport*) appelés R73. Il s'agit de déchets activés des internes de la cuve qui vont être découpés en petits morceaux, conditionnés dans ces emballages et envoyés à ICEDA (*Installation de Conditionnement et d'Entreposage de Déchets Activés (site d'EDF Bugey)*) en attendant leur décroissance pour enfin être envoyés au FA-MA.

Relations territoriales (Cf. page 19) :

Ces activités sont toutes valorisées et l'exploitant en parle à l'extérieur. M. PONNET a réalisé un petit bilan des différents supports de communication qui sont produits chaque année. Le journal de Creys-Malville est publié 2 fois dans l'année et envoyé à environ 40 000 personnes (*jusqu'à la périphérie de Lyon*). Le site reçoit chaque année des élus et il y a des publications via les supports du territoire (*exemple : « Morestel en Poche »*). Enfin, quelques articles de journaux paraissent à travers la presse, en sachant qu'EDF le fait le plus souvent possible. Tout ceci contribue à faire connaître, au-delà des activités d'EDF, ce qu'il se passe sur le site de Creys-Malville qui est souvent questionné. Grâce à ceci, les riverains expriment un sentiment de sécurité par rapport aux activités du site plus important encore que l'an dernier par exemple.

Perspectives 2023 (Cf. page 20) :

Comme dit précédemment, le BCC est actuellement en cours de découpe au contact et ce chantier sera terminé pour la fin de l'année.

Ensuite, un gros jalon attend EDF fin juillet, qui consistera à extraire les internes de cuve (*le faux sommier*) pour le mettre dans le tunnel, et ce, en téléopéré.

Il y a ensuite une phase de préparation du démantèlement des réservoirs SNA, le démantèlement en lui-même débutera en août.

Vis-à-vis du démantèlement au sein des bâtiments GV :

Créé le 2 mai 2023	Créé par DNUC	Version 1.0
Direction de la performance et la modernisation du service au public	CR plénière publique CLI du site de Creys-Malville 2 mai 2023	Page 6 sur 15

**Département de l'Isère**  
**Direction de la performance et de la modernisation du service au public**

- Le défibrage des GV est terminé (*il reste encore ~~quelques jours~~ ou quelques semaines de repli de chantier*),
  - Concernant le démantèlement des réservoirs GV (16 réservoirs au total), il débutera en fin d'année,
  - Le contrat pour la dépose des tuyauteries GV est en cours de signature avec un partenaire.
- Enfin, entre temps, EDF a procédé au défibrage du Poste de Transfert Combustible (PTC) qui se trouvait dans le bâtiment réacteur.

Césure du Bouchon Couvercle de Cœur (BCC) du réacteur (Cf. page 22) :

M. PONNET présente une photographie qui montre le BCC tel qu'il se présente aujourd'hui. Le 14 février 2023, cette opération appelée « la césure » s'est terminée. Cette dernière a consisté à couper en deux le BCC, la partie inférieure est posée au sol et la partie supérieure (qui est le bouchon du couvercle de cœur) est encore sur son support. La dernière phase du démantèlement va maintenant pouvoir démarrer (*découpe à la lance thermique*). Il précise qu'il s'agit d'une pièce qui pèse 200 tonnes.

Préparation du retrait des supports du combustible (Cf. page 23) :

La prochaine étape, qui aura lieu cet été, consistera à extraire le support qui accueillait le combustible du réacteur. Ce support fortement activé mesure 6 mètres de diamètre. La SCOT sera retirée temporairement afin de pouvoir aller chercher le faux sommier fortement activé. Cette opération se fera à distance. La pièce sera ensuite posée à distance dans le chariot de transfert blindé qui sera fermé. Il est intéressant de noter qu'une fois que le faux sommier sera posé sur le chariot de transfert, il ne bougera plus (*des trappes sont présentes au niveau du couvercle*). C'est le robot qui viendra découper directement dans le chariot les différentes pièces pour ensuite les conditionner. Au moindre problème, le couvercle du chariot sera refermé et le débit de dose chutera, il sera alors possible de réintervenir dans l'atelier de découpe classé en zone rouge.

Réservoirs des générateurs de vapeur (Cf. page 24) :

Tous les équipements des bâtiments GV ont été désamiantés. Il présente la photographie du document où il est possible de voir :

- Les équipements désamiantés en orange,
- Les GV en violet,
- Les circuits en jaune,
- Les réservoirs en violet foncé.

Les travaux de fin d'année consisteront à démanteler tous les réservoirs, ainsi que les tuyauteries associées. Ce chantier produira 130 tonnes de déchets métalliques sur chacun des GV et durera plusieurs années.

Créé le 2 mai 2023	Créé par DNUC	Version 1.0
Direction de la performance et la modernisation du service au public	CR plénière publique CLI du site de Creys-Malville 2 mai 2023	Page 7 sur 15

**Département de l'Isère**  
**Direction de la performance et de la modernisation du service au public**

Projet de construction d'un abri d'entreposage des aiguilles des barres de commande de Superphénix dans 3 conteneurs de type R73-L (Cf. page 25) :

Un permis de construire a été déposé auprès de l'administration pour un petit abri de 200 m<sup>2</sup> qui sera destiné à l'entreposage des aiguilles des barres de commande de Superphénix. Ces aiguilles avaient été envoyées au CEA pour être découpées, mais puisque les travaux n'ont pas été finalisés côté CEA, le site va devoir reprendre ces aiguilles. Ces dernières reviendront en fin d'année dans des emballages de transport appelés R73-L et seront entreposées sur l'IDT (*l'aire de découplage et de transit des déchets*). Ce petit bâtiment va donc être construit (*avec une tenue au séisme garantie*) et servira pour entreposer durant quelques années les barres de commande de Superphénix, en attendant leur envoi à CIGEO.

Mise en service du parc photovoltaïque de Creys-Malville en mai 2023 (Cf. page 26) :

EDF Energies renouvelables a construit 10 hectares de panneaux photovoltaïques, soit 22 000 panneaux au total. Ces derniers entreront en production courant mai 2023, EDF Energies Renouvelables est en train d'effectuer la réception des travaux.

M. PONNET (EDF) a terminé sa présentation et se tient disponible pour répondre aux questions.

<b>Questions/Réponses :</b>
-----------------------------

**Mme Anne GERIN (Présidente de la CLI) a compris que le faux sommier allait être entreposé dans le bâtiment prévu à cet effet. Elle se demande si le transfert d'un endroit à un autre aura un impact, car l'enceinte réacteur sera contaminée.**

M. PONNET (EDF) répond que le faux sommier est fortement irradiant à distance parce qu'il est activé, mais très peu contaminé. Pour autant, une fois sorti, il faudra intervenir à distance, c'est pour cette raison que les commandes seront prises à distance du pont. Tous les opérateurs seront dans les périphériques du bâtiment réacteur (*et leur nombre est strictement limité*) pour ensuite aller le chercher pour le déposer dans le chariot de transfert.

Des essais ont déjà été entrepris avec des maquettes et il n'y a pas de remise en suspension d'activité. Tout cela se calcule mais pour autant, l'atmosphère du bâtiment réacteur est et sera d'autant plus surveillée avec des balises spécifiques. Le risque principal lors de ce chantier est celui de l'irradiation, d'où la nécessité de piloter à distance, et pas le risque de remise en suspension d'une contamination.

Mme Anne GERIN (Présidente de la CLI) demande combien de temps vont durer ces travaux.

M. PONNET (EDF) indique que cela va être très rapide (extraire le GBT et mettre en place la SCOT a pris 3 jours en 3/8). Il faudra environ une semaine au total pour retirer la SCOT, aller chercher le sommier, le mettre dans le chariot et le transférer.

**M. Yves FRANÇOIS (collège des experts) souhaite savoir ce que sont des déchets « macaronés ».**

M. PONNET (EDF) explique qu'il y a des matériels dans le bâtiment réacteur ou dans les locaux qui à terme doivent être traités et conditionnés. Pendant l'inventaire, on colle des pastilles sur ces derniers avec un numéro et cela s'appelle un macaron. Ainsi, tous les déchets sont macaronés, donc répertoriés.

**M. Yves FRANÇOIS (collège des experts) se demande si certains déchets activés peuvent aller sur le site de CIGEO.**

M. PONNET (EDF) répond par la positive. Sur le sommier des internes de pompe, il y aura du FA-MA qui partira soit à l'entreposage à ICEDA, soit sur le site de CIGEO à Bure. Les aiguilles des barres de commande, dont il a parlé tout à l'heure sont par exemple susceptibles d'aller à CIGEO.

Créé le 2 mai 2023	Créé par DNUC	Version 1.0
Direction de la performance et la modernisation du service au public	CR plénière publique CLI du site de Creys-Malville 2 mai 2023	Page 8 sur 15



**Département de l'Isère**  
**Direction de la performance et de la modernisation du service au public**

**M. Yves FRANÇOIS (collège des experts) souhaite connaître la raison donnée par le CEA pour justifier le renvoi des barres de commande.**

M. PONNET (EDF) explique que les barres de commande absorbent les neutrons, c'est donc un matériau extrêmement dur (carbure de bore :  $B_4C$ ). Le CEA les a renvoyées, car il n'avait pas réussi à les découper.

M. Yves FRANÇOIS (collège des experts) en déduit que ce sont de grands emballages.

M. PONNET (EDF) répond que ce sont des pièces de 2 ou 3 mètres.

**M. Laurent ROSETTE (Président de l'association ARSEC) se demande s'il ne serait pas possible de faire tremper ces pièces dans la piscine.**

M. PONNET (EDF) répond qu'elles ont été extraites de la piscine pour qu'elles soient traitées au CEA.

M. Laurent ROSETTE (Président de l'association ARSEC) souhaite alors savoir pourquoi ces pièces ne sont pas simplement remises en piscine.

M. PONNET (EDF) indique qu'il faudra aller les rechercher ensuite, il est donc préférable de ne pas les remettre du tout. Ce sujet est encore en phase d'étude, pas encore en phase de réalisation. La prochaine étape consiste à construire un bâtiment, recevoir les emballages et les études permettront de déterminer s'il faut les envoyer à CIGEO. Pour l'heure, il n'a pas encore tous les éléments de réponse à cette question.

**M. Jean VALENTIN (CRIIRAD) souhaite savoir ce qui sort de ces usines et quel est le devenir des matières radioactives, compte tenu de leur forte activité. Il entend que ces matières partent dans des usines spécialisées, mais il voudrait savoir ce qui sort de ces usines et où partent ensuite ces matières. Il se demande également quel est le devenir des cuves de béton résultant de la neutralisation de sodium et le devenir des combustibles usés. Il suppose que tout cela va aller dans des aires de stockage, mais elles se remplissent très vite, d'où son interrogation sur le risque d'engorgement. D'autre part, il voudrait savoir si une dérogation va être demandée pour refondre les ferrailles et les vendre dans le domaine public comme le souligne l'arrêté de janvier 2022. Enfin, il souhaite savoir si leur traçabilité va être assurée.**

M. PONNET (EDF) ne va pas parler de la libération des matériaux, notamment parce que ce n'est pas son domaine et que cette filière n'est aujourd'hui pas du tout utilisée sur Creys-Malville.

Vis-à-vis des blocs de béton sodés, ils sont en entreposage dans un bâtiment spécifique en toute sûreté et à un moment donné, une étude sur le devenir de ces blocs de béton sodés sera présenté à l'ASN.

Les combustibles quant à eux iront à terme dans la piscine d'entreposage centralisée qui verra le jour à la Hague. Quand des déchets sont envoyés à la fusion sur le site de Cyclife, les matériaux sont finalement recyclés pour faire de la protection biologique pour mettre dans des conteneurs de déchets.

Les déchets envoyés à l'incinération sur le site de Cyclife partent soit au TFA soit au FA-MA puisque ce sont des déchets plastiques et l'idée est d'en réduire fortement le volume ; cela crée des cendres qui seront conditionnées avant de partir en FA-MA, la quantité de déchets étant fortement réduite. Toutes les filières sont destinées à libérer le volume de stockage final. Les déchets secondaires sont destinés soit à la filière CIRES<sup>1</sup> soit à la filière CSA. Ainsi, tous les déchets produits à Creys-Malville ont aujourd'hui une filière d'évacuation, et ce, même si certaines sont en cours de construction.

**M. Jean VALENTIN (CRIIRAD) pointe que d'après ce qu'il se dit, la piscine devrait être pleine vers 2030-2032 avec une production à 2035 si tout se passe bien.**

M. PONNET (EDF) pense que M. VALENTIN fait référence à la piscine d'entreposage des combustibles de la DPN (Direction de la Production Nucléaire) dont les combustibles partiront à la piscine centralisée à la Hague. Il n'a connaissance aujourd'hui d'aucun risque de saturation puisqu'il n'y a plus du tout de mouvement depuis l'arrêt de la centrale, surtout que les déchets qui vont être produits lors du démantèlement de Creys-Malville doivent être mis dans des aires d'entreposage de transit. Le site de Creys-Malville a suffisamment de place, a un taux d'occupation

<sup>1</sup> CIRES : Centre Industriel de Regroupement, d'Entreposage et de Stockage (site ANDRA)

Créé le 2 mai 2023	Créé par DNUC	Version 1.0
Direction de la performance et la modernisation du service au public	CR plénière publique CLI du site de Creys-Malville 2 mai 2023	Page 9 sur 15

**Département de l'Isère**  
**Direction de la performance et de la modernisation du service au public**

relativement faible, en sachant qu'il est obligatoire d'envoyer les déchets à l'ANDRA dans un délai de 2 ans.

**M. Laurent ROSETTE (Président de l'association ARSEC) se demande si le cœur neuf est un déchet.**

M. PONNET (EDF) n'a pas la réponse, il faudrait qu'il interroge les experts en ce sens. Il sait en revanche qu'il s'agit de matière combustible destinée à la piscine centralisée. Il prend la question.

**Ajout post-réunion, réponse d'EDF à la question de M. Rosette (ARSEC) : qu'est-il prévu de faire du cœur combustible neuf entreposé dans l'APEC ?**

*L'Atelier Pour l'Entreposage du Combustible (« APEC » / INB 141) possède un décret d'exploitation allant jusqu'en 2035. Après cette échéance, le scénario envisagé est un transfert du combustible de l'APEC vers la piscine centralisée de La Hague.*

**M. Yves FRANÇOIS (collège des experts) a compris que les blocs de béton sodés étaient du sodium mis en bloc de béton. Il souhaiterait en connaître la masse et savoir s'il est toujours prévu de les stocker en subsurface à Creys-Malville.**

M. PONNET (EDF) répond que les blocs de béton sodés viennent en effet du traitement du sodium métallique. Le sodium est inerté et fait de la soude. La soude est ensuite mélangée avec une matrice en béton pour en faire des blocs et il y a aujourd'hui 38 000 blocs entreposés dans un bâtiment. La masse représente environ 70 000 tonnes dont la destination finale est encore une fois en cours d'étude. Une fois que la décision sera prise, elle fera l'objet d'une présentation aux autorités en fin d'année.

**M. Jean VALENTIN (CRIIRAD) aimerait connaître le coût global du démantèlement de Superphénix qui est en cours depuis maintenant 24 ans.**

M. PONNET (EDF) ne peut pas communiquer le coût global du démantèlement de Superphénix, car cela n'a pas beaucoup de sens vis-à-vis du parc nucléaire français. Cependant, il est possible de dire que le démantèlement classique d'un REP est estimé à hauteur de 350 à 400 millions d'euros. Le coût du démantèlement de Superphénix sera plus élevé, car le réacteur est un prototype, le traitement des internes ou du sodium sont un peu plus complexes à réaliser.

M. Jean VALENTIN (CRIIRAD) pense au contraire que connaître ce montant a du sens, cela permet de montrer qu'il a fallu faire face à des situations inconnues et à des surprises.

M. PONNET (EDF) entend, mais n'est pas habilité à communiquer un coût spécifique pour Creys-Malville. Toutefois, les chiffres des provisions que fait EDF sur l'ensemble de son parc y compris à Creys-Malville sont de notoriété publique.

**M. Yves FRANÇOIS (collège des experts) voudrait que ce coût soit communiqué à l'occasion d'une prochaine réunion. Connaître ce coût global permettrait de le comparer au démantèlement d'un REP classique et s'il a été multiplié par un, deux ou trois. Il précise qu'il est logique de vouloir le connaître, car cet argent vient de tout le monde et il est normal de savoir comment il est dépensé.**

M. PONNET (EDF) prend la question.

**Ajout post-réunion, réponse d'EDF à la question de M. François : peut-on disposer du différentiel de coût entre le démantèlement d'un REP et celui de Superphénix ?**

*Comparé aux coûts de déconstruction de la technologie REP, le coût de déconstruction à terminaison (ensemble des coûts réalisés et restant à dépenser) des autres réacteurs est plus élevé en fonction de leurs caractéristiques. Il est environ quatre fois plus élevé pour Superphénix (environ 1,9 milliard d'euros de coût à terminaison) que pour un réacteur REP, en raison du traitement du sodium, très délicat à éliminer, et de la taille des installations, en particulier celle du réacteur (sa cuve est 20 fois plus grande que celle d'un REP 1 300 MW).*

Créé le 2 mai 2023	Créé par DNUC	Version 1.0
Direction de la performance et la modernisation du service au public	CR plénière publique CLI du site de Creys-Malville 2 mai 2023	Page 10 sur 15

**Département de l'Isère**  
**Direction de la performance et de la modernisation du service au public**

**M. Yves FRANÇOIS (collège des experts) souhaite connaître le bilan sanitaire et carbone du démantèlement. Sanitaire sur les intervenants, sous-traitance incluse. Il souhaiterait connaître le nombre de cas d'irradiation, le nombre d'accidents et quel a été le niveau de contamination durant ce démantèlement.**

**De plus, il aimerait savoir si le bilan carbone de l'ensemble de ces opérations a été fait. Si ce n'est pas le cas, il voudrait savoir si c'est un projet, avec quelle limite de capture (le démantèlement seul, le démantèlement et l'évacuation ou le démantèlement, l'évacuation et les coûts de stockage et d'incinération). Il sait qu'un calcul carbone est à périmètre défini.**

M. PONNET (EDF) ne peut pas répondre vis-à-vis du bilan carbone, il sait que l'ingénierie dans l'environnement fait énormément de bilans, il se renseignera à ce propos et prend la question ; il apportera une réponse dès qu'il se sera adressé aux spécialistes en la matière.

**Ajout post-réunion, réponse d'EDF à la question complémentaire de M. Yves FRANCOIS : peut-on disposer du bilan carbone du démantèlement de Superphénix, et ce bilan est-il compensé par la mise en place de panneaux photovoltaïques sur le site (et si oui, à quelle hauteur) ?**

Les données particulières relatives au bilan carbone du démantèlement de Superphénix ne sont pas disponibles. En effet, cette évaluation pour le démantèlement de cette installation n'est pas requise au regard de la réglementation en vigueur.

Par ailleurs, d'une puissance installée d'environ 12 MWc, la centrale photovoltaïque de Creys-Malville produira annuellement autour de 15 GWh, soit l'équivalent de la consommation électrique annuelle moyenne d'environ 6 000 habitants. Ceci évitera l'émission annuelle de 480 tonnes de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère.

Concernant le bilan sanitaire, l'accidentologie et la sûreté sont au cœur du métier d'EDF. 90 salariés EDF travaillent aujourd'hui sur le site à ce sujet, avec l'appui des services centraux et ont des résultats excellents depuis de nombreuses années. L'année dernière, cela faisait 3 ans qu'il n'y avait plus eu d'accident avec arrêt sur le site, et il y en a eu 2 en 2022 sur la partie tertiaire. Le savoir-faire de tous les jours chez EDF porte sur la surveillance des chantiers, le respect du Code du travail, sur la sûreté et la garantie que les chantiers vont être faits dans les meilleures conditions possibles avec les meilleurs outils. Tout ceci est visible via le rapport TSN annuel, qui publie énormément de chiffres sur le sujet ; il est possible également de faire un bilan sur la sécurité sur plusieurs années pour une prochaine réunion si telle est la demande de la CLI.

## **CONCLUSION DES INSPECTIONS 2022**

M. Ulrich JACQUEMARD (ASN) se présente comme étant inspecteur à l'Autorité de Sûreté Nucléaire en charge du suivi et du contrôle du site de Superphénix. Il procède à la présentation du bilan des contrôles de l'ASN en 2022 et s'aide du document joint.

Inspections 2022 (Cf. page 3) :

7 inspections ont été réalisées en 2022 sur différentes thématiques :

- Respect des engagements,
- Surveillance des rejets et de l'environnement,
- Conduite,
- Surveillance des intervenants extérieurs (*inspection inopinée*),
- Travaux de démantèlement,
- Gestion des écarts,
- Maintenance.

Créé le 2 mai 2023	Créé par DNUC	Version 1.0
Direction de la performance et la modernisation du service au public	CR plénière publique CLI du site de Creys-Malville 2 mai 2023	Page 11 sur 15

**Département de l'Isère**  
**Direction de la performance et de la modernisation du service au public**

Déroulement des inspections (Cf. page 4) :

Globalement, l'ASN a jugé qu'il y avait une très bonne implication des équipes du site dans la préparation en amont des inspections annoncées, mais également pendant l'inspection inopinée à laquelle il précise ne pas avoir personnellement participé. C'est un point qui a été soulevé très positivement par les inspecteurs. Il y a eu et il y a toujours une optimisation du temps de l'inspection. L'ASN ne remonte pas de difficulté particulière pour entrer sur le site, notamment lors de l'inspection inopinée. L'articulation lors de la journée entre les différents intervenants a été améliorée sur les différentes inspections.

Bilan des inspections (Cf. page 5) :

Le bilan des inspections est globalement satisfaisant. La qualité des réponses a été jugée satisfaisante dans l'ensemble tout comme les délais de réponse. L'ASN souligne positivement les points suivants :

- Propreté des installations,
- Rigueur d'exploitation,
- Rigueur dans la gestion des déchets,
- Rigueur dans la gestion des écarts.

Dans le cadre de 3 inspections où il est nécessaire de maintenir une vigilance sur les actions à entreprendre :

- Une inspection relative à la surveillance des rejets et de l'environnement : le travail est en cours concernant les STEP<sup>2</sup> qui sont relativement vieillissantes. Un travail est programmé sur la refonte de l'arrêté ministériel du 3 août 2007, ce dernier fera l'objet d'une mise à jour ;
- Des travaux de démantèlement : l'exploitant doit rester vigilant sur la bonne interaction entre les chargés de travaux et les chargés de surveillance ;
- La gestion des écarts : l'exploitant a mis en œuvre un processus sur le site qui est jugé performant. Des améliorations sont à apporter concernant les mesures de l'efficacité des actions définies. L'exploitant doit poursuivre son effort pour permettre de retirer un retour d'expérience significatif.

Évènements significatifs (Cf. pages 8 et 9) :

En 2022, il y a eu 2 ESS (*Événements Significatifs de Sûreté*) de niveau 0 sur l'échelle INES<sup>3</sup> :

- Non-respect d'une prescription des règles générales de surveillance et d'exploitation lors d'opérations de manutention de charges lourdes. Il y a eu une autorisation d'accès au bâtiment réacteur pour la réalisation de l'activité réglementaire de prélèvements des chaînes de mesure de la radioactivité à la « cheminée », alors que ce n'est pas autorisé ;
- Non-respect des conditions de spécifications techniques des règles générales d'exploitation lors de l'arrêt fortuit du circuit d'eau brute secouru (*système SEI*) sur l'APEC<sup>4</sup>.

À la suite de ces 2 ESS, les échanges avec l'exploitant ont été satisfaisants :

- Il y a un bon niveau de la transparence sur les évènements et il y a de manière générale une notification rapide vers l'ASN,
- Il y a un bon délai de déclaration et de transmission des comptes rendus d'ESS,
- Les éléments complémentaires sont apportés assez dans des délais satisfaisants.

La page 9 du document illustre un graphique qui recense tous les ESS entre 2018 et 2022. Il est aisé de voir que ce bilan est en décroissance avec par exemple 2 ESS de niveau 0 en 2022, contre 7 en 2018.

<sup>2</sup> STEP : Station d'épuration des eaux usées

<sup>3</sup> INES : International Nuclear Event Scale (*échelle internationale de classement des évènements significatifs*)

<sup>4</sup> APEC : Atelier Pour l'Entreposage du Combustible (2<sup>ème</sup> INB du site de Creys-Malville)

Créé le 2 mai 2023	Créé par DNUC	Version 1.0
Direction de la performance et la modernisation du service au public	CR plénière publique CLI du site de Creys-Malville 2 mai 2023	Page 12 sur 15

**Département de l'Isère**  
**Direction de la performance et de la modernisation du service au public**

Principaux enjeux pour l'année 2023 (Cf. page 11) :

En 2023, il est nécessaire de :

- Poursuivre les efforts engagés sur les thématiques suivantes :
  - o Travaux à réaliser sur les STEP vieillissantes avant la fin de l'année 2023. À terme, il y aura l'utilisation de 3 STEP sur le site,
  - o La gestion des écarts qui est soulignée positivement par l'ASN ; des actions sont engagées par l'exploitant pour améliorer significativement la situation,
  - o La gestion de l'obsolescence qui est un processus qui a été engagé par l'exploitant avec la mise en place d'une organisation et d'actions permettant d'identifier tous les équipements importants et concernés par cette thématique qui est importante pour l'exploitation et le maintien de la sûreté sur le site,
- Mettre en œuvre un plan de gestion concernant le retrait des pollutions aux hydrocarbures au niveau du bassin appelé SEOA 02 BA. À travers son courrier du 3 mars 2023, l'ASN donne son accord pour la réalisation du plan de gestion présenté par l'exploitant,
- Mettre en œuvre le plan d'action pour la mise à jour de l'arrêté ministériel du 3 août 2007 (*arrêté rejets*).

### **POINT SUR LES FORMATIONS DISPONIBLES POUR LES ÉLUS DE LA CLI**

Mme Ariane PONT (*secrétaire de la CLI*) présente le PowerPoint associé à ce compte-rendu.

En 2019, la CLI de Saint-Alban a choisi de mettre en place une formation pour les élus membres de la CLI, car la commission voyait son périmètre étendu de 10 à 20 kilomètres. Il y avait donc l'intégration de nombreux nouveaux élus qui pouvaient ne pas connaître les problématiques des PPI (*Plan Particulier d'Intervention*). C'est pour cette raison que, prioritairement, la CLI de Saint-Alban a décidé de proposer des formations à ces nouveaux élus et à ses membres en 2020, puis en 2022. En 2023, il a été décidé de reconduire le partenariat entre l'IRMa et l'ANCCLI pour proposer à nouveau ces formations à la CLI de Saint-Alban et les élargir en les proposant aux autres CLI de l'Isère, notamment celle de Creys-Malville. Elle précise qu'un mail va être envoyé aux membres de la CLI ; il reprendra les informations qu'elle va communiquer aujourd'hui.

Le coût de ces formations est supporté par l'ANCCLI. Le coût des modules de 2020-2021-2022 était supporté par le Département de l'Isère, mais pour 2023, le coût sera exclusivement pris en charge par l'ANCCLI dans le cadre du partenariat avec l'IRMa.

3 modules sont proposés, en sachant qu'ils s'adressent d'abord aux membres élus de la CLI, mais qu'ils peuvent également être étendus aux membres des autres collèges, selon les thématiques :

- Formation sur la mise en place et le maintien opérationnel du PCS (*sur une journée/partie élus*),
- Un module sur la gestion de crise communale avec des fondamentaux et un test sur table (*sur une journée/partie élus*),
- Un module sur la communication de crise et le média training, c'est-à-dire la prise de parole devant les médias (*sur une journée*).

Ces formations ont été appréciées par les stagiaires (Cf. page 3). 25 sessions de formations ont été réalisées dans toute la France, dont à la CLI de Saint-Alban dans le cadre du partenariat IRMa/ANCCLI. Il y a eu plus de 270 participants et les retours ont été très positifs. Les graphiques parlent d'eux-mêmes :

- La partie en rouge foncé : parfait,
- La partie rouge : bien,
- Partie rouge clair : assez bien.

Créé le 2 mai 2023	Créé par DNUC	Version 1.0
Direction de la performance et la modernisation du service au public	CR plénière publique CLI du site de Creys-Malville 2 mai 2023	Page 13 sur 15

**Département de l'Isère**  
**Direction de la performance et de la modernisation du service au public**

Comment solliciter une formation ? (Cf. page 4) :

Une session est déclenchée à la demande ou à la complétude d'un groupe de stagiaires. Cela ne concerne pas forcément les élus de Creys-Malville, car les sessions pour 2023 sont déjà déclenchées pour la CLI de Saint-Alban. Mme PONT va de fait présenter les dates sur lesquelles il est possible de s'inscrire. Dans le cas où il y aurait un afflux de demandes, la priorité sera donnée aux membres de la CLI de Saint-Alban qui sont les premiers destinataires de ces formations. Cependant, elle ne pense pas que ces plafonds seront atteints.

Les dates (Cf. page 5) :

- Module n° 1 : mettre en place et maintenir opérationnel le PCS (20 places maximum) : le 2 juin 2023,
- Module n° 2 : gestion de la crise communale – les fondamentaux et la mise en situation (20 places maximum) : le 22 septembre 2023,
- Communication de crise et média training – prise de parole devant les caméras (12 places maximum) : 30 novembre 2023.

Pour manifester son intérêt ou l'intérêt de la commune à y participer, il faut écrire un mail au secrétariat de la CLI ([secretariat.cli@isere.fr](mailto:secretariat.cli@isere.fr)) qui prendra en compte l'inscription.

Mme PONT précise que vis-à-vis du module n°2, la mise en situation sera fictive puisque les membres qui y participeront viendront de plusieurs communes.

En parallèle, la CLI bénéficie d'un partenariat spécifique avec l'IRMa qui offre la possibilité d'intervenir au sein d'une même commune pour faire s'entraîner un conseil municipal à la gestion de crise. Cela se déclenche sur une demi-journée ce qui permet de tester le PCS de la commune en question. Ce module est déclenché là encore sur demande par mail. La CLI et l'IRMa jouent les appels particuliers de la Préfecture entre autres et à l'issue du module, il y a un gros temps de debrief où l'IRMa prodigue des conseils et témoigne du vécu. Puisqu'il n'y a pas de date précise pour ce module, il n'apparaît pas dans le document, mais il est également mis à disposition. Elle invite chacun à ne pas hésiter à prendre contact avec le secrétariat de la CLI.

Mme Anne GERIN (*Présidente de la CLI*) ajoute qu'il y a un vrai partenariat à développer avec les communes. Souvent, ce sont les communes les plus proches des sites nucléaires qui sont très impliquées, mais c'est bien aussi que celles qui sont un peu plus éloignées puissent s'intégrer dans ce dispositif. Elle en profite pour saluer les élus présents aujourd'hui et excuser M. Olivier BONNARD, conseiller départemental du canton de Morestel, qui est aujourd'hui remplacé par un de ses adjoints. Il est important que ces modules de formation existent, car des situations de crise peuvent exister dans le nucléaire, mais il y a plus souvent des situations de crise d'autres natures qui sont tout aussi impliquantes pour les concitoyens.

## **POINT SUR LES TRAVAUX DE L'ANCLLI SUR CIGEO**

M. Claude GABELLE (SFEN) va dire quelques mots sur les réunions qui ont lieu actuellement sur l'examen du dossier d'autorisation de création de CIGEO. Pour rappel, CIGEO est une installation de stockage des déchets qui se situera sur le plateau de Bure dans la Meuse et qui sera à -500 mètres sous terre.

Aujourd'hui, ce dossier d'autorisation de création fait plusieurs centaines de pages et chacune de ces pages est examinée. Des questions se posent et face à ce qu'il se passe au niveau du climat aujourd'hui, beaucoup d'interrogations portent sur des questions de géologie.

Les alvéoles de stockage des déchets seront sous des couches d'argile suffisamment épaisses. Il a été prévu qu'elles seraient à une température donnée pendant toute l'exploitation (*pendant des milliers d'années*) et aujourd'hui, la question est de savoir si la température sera toujours la même au vu des changements liés au réchauffement climatique.

Créé le 2 mai 2023	Créé par DNUC	Version 1.0
Direction de la performance et la modernisation du service au public	CR plénière publique CLI du site de Creys-Malville 2 mai 2023	Page 14 sur 15

**Département de l'Isère**  
**Direction de la performance et de la modernisation du service au public**

Il a été également prévu que ces alvéoles ne seraient pas inondées, alors qu'aujourd'hui, des augmentations significatives du niveau des mers sont prévues et il faudra déterminer ce qu'il adviendra et anticiper quelle sera la réaction de ces différentes couches géologiques face au changement de climat (*si elles vont glisser les unes sur les autres, si elles détérioreront les alvéoles, etc.*).

Toutes ces questions sont posées au cours des réunions à Paris avec l'ANDRA, l'ASN, l'IRSN, l'ANCCLI, les CLI concernées, notamment celle de Bure. 75 % de ces questions sont d'ordre géologique et aujourd'hui il est très difficile d'y répondre. Une fois que cet examen du DAC (*Décret d'Autorisation de Création*) sera terminé, une enquête publique sera réalisée.

M. GABELLE réaffirme l'importance de l'implication des CLI, des élus et des personnes concernées de manière à ce que ces personnes puissent répondre quand les questions leur seront posées lors de l'enquête publique. Le meilleur moyen d'y répondre, c'est d'être un peu informé. Sa présentation aura été rapide et succincte, mais il n'est pour le moment pas possible d'entrer dans les détails, d'autant qu'il ne peut pas répondre à toutes les questions, notamment celles d'ordre géologique.

Mme Anne GERIN (*Présidente de la CLI*) demande à quelle date est fixée la construction, elle a cru comprendre que la construction était prévue en 2036.

M. Claude GABELLE (*SFEN*) l'ignore. Il est certain que c'est l'objectif, mais ce qui est en train de se passer sur le climat dépassant tout le monde, il n'est donc pas possible d'apporter une réponse fixe et certaine pour le moment.

**L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente de la CLI clôture la séance.**

**La Présidente de la CLI**



**Anne GERIN**

Créé le 2 mai 2023	Créé par DNUC	Version 1.0
Direction de la performance et la modernisation du service au public	CR plénière publique CLI du site de Creys-Malville 2 mai 2023	Page 15 sur 15